

signalés—comprendrait les services d'optométrie et de chiropractie, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il dire si le gouvernement fédéral y a donné son assentiment, et, s'il a d'autres commentaires à formuler à ce sujet, pourrait-il le faire en répondant à ma question du lundi 27 janvier?

[Français]

M. Rosaire Gendron (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je vais prendre la question comme préavis et l'honorable ministre pourra sans doute y répondre lundi.

[Traduction]

LA NAVIGATION

LA FERMETURE DU CANAL LACHINE

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports ou à son suppléant, quel qu'il soit. Elle a un certain caractère urgent parce qu'une injonction provisoire, relative à l'affaire en question, expire aujourd'hui ou demain. Quelles initiatives le ministre se propose-t-il de prendre pour s'assurer que le canal Lachine ne sera pas fermé à la navigation et comblé?

M. l'Orateur: L'ordre du jour.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, faute de réponse, je pourrais poser une question complémentaire et demander au leader du gouvernement à la Chambre—puisque qu'aucun responsable du domaine du transport ne semble disponible—si le ministre prendrait les mesures de son ressort pour faire déférer cette question à un comité approprié en vue d'un examen approfondi.

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je pense que je puis répondre à cette question, monsieur l'Orateur.

Des mesures ont été prises en vue de mettre fin aux projets qui avaient déjà été discutés relativement au canal Lachine et, selon mes renseignements, rien ne sera fait pour changer la situation actuelle au cours des prochains mois.

[Traduction]

En d'autres termes, on diffère les changements proposés pour évaluer à nouveau la situation.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au président du Conseil privé quel sera l'ordre des travaux de la Chambre pour le reste de la semaine et la semaine prochaine?

L'hon. M. Macdonald: Oui, monsieur l'Orateur. Nous nous proposons demain de mettre aux voix la résolution présentée aujourd'hui sur l'impôt sur les biens transmis par décès. Nous mettrons ensuite en délibération la deuxième lecture du bill visant à modifier la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et les autres étapes, si possible. Une fois cette étude terminée, nous examinerons le projet de loi visant à modifier la loi sur les douanes, qui relève du ministre du Revenu national. Lundi prochain, nous passerons à l'étape du rapport du bill modifiant la loi sur l'aéronautique, puis à l'étape du rapport du bill modifiant la loi sur la protection des eaux navigables. Mardi prochain, nous aborderons la deuxième lecture du projet de loi visant à modifier la loi sur les biens transmis par décès et nous songeons à mettre cette mesure en délibération mercredi et jeudi prochains s'il y a lieu, pour en terminer avec toutes les étapes de l'étude du bill. Si les travaux avancent plus vite qu'on ne l'a prévu, je ferai une déclaration vers la fin de la semaine.

M. Lewis: Une question supplémentaire. En réponse aux questions concernant la date de présentation du bill ou des bills sur la réorganisation du gouvernement, le président du Conseil privé a dit, peut-être même plus d'une fois, qu'il serait en mesure—et sauf erreur ce devait être aujourd'hui—de donner des précisions à la Chambre sur cette mesure législative dont l'importance saute aux yeux et à laquelle les ministres se réfèrent sans cesse. Peut-on savoir quand cette loi ou ces lois seront présentées?

L'hon. M. Macdonald: Je compte présenter la mesure à la Chambre d'ici deux semaines.

[Plus tard]

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question qui complète celle que j'ai déjà posée au ministre de l'Industrie et du Commerce. Voudrait-il nous dire maintenant, ou d'ici peu, si le gouvernement a l'intention de créer un ministère des Sciences?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'est nullement question que nous établissions un ministère des Sciences.